



L'investissement dans la perspective de genre

Lecture de 5 minutes - À partir de V.E

Mars 2021

INTRODUCTION

Les inégalités de genre sont profondément ancrées dans nos systèmes socioéconomiques. Ces inégalités structurelles, qui ont des effets néfastes sur les droits des personnes à titre individuel, pèsent aussi sur l'économie. La Banque mondiale estime à environ 160,2 billions d'USD par an le montant des pertes en capital humain induit par ces problèmes. Et la pandémie de COVID-19 ne fait qu'élargir le fossé économique entre les hommes et les femmes . Des recherches récentes menées par les Nations Unies indiquent qu'en 2021, environ 435 millions de femmes et de filles vivront avec moins d'1,90 USD par jour, dont 47 millions ont été précipitées dans la pauvreté par le COVID-19 .

Les inégalités de genre sont une composante majeure des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Si l'objectif n° 5 se consacre entièrement à « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », plus de la moitié des autres ODD tiennent compte eux aussi des questions de genre, en incluant des indicateurs mesurables. Ainsi, la réorientation du capital vers des initiatives axées sur les questions de genre apparaît aujourd'hui essentielle pour que de simples objectifs débouchent sur de réels progrès. Cet article (5 minutes de lecture) se penche sur la tendance de l'investissement dans la perspective de genre ou « Gender Lens Investing » (GLI).

LE « GENDER LENS INVESTING »

Bien qu'il n'existe pas de définition standard, le GLI désigne généralement « une stratégie d'investissement visant à utiliser le capital de manière intentionnelle et mesurable afin de remédier aux disparités entre les femmes et les hommes et de mieux informer les décisions en matière d'investissement » . Une telle stratégie implique, en d'autres termes, d'associer l'analyse financière et l'analyse de genre au processus de prise de décision d'investissement. Les stratégies GLI poursuivent un ensemble d'objectifs communs : l'amélioration de l'accès au capital, le renforcement de l'égalité sur le lieu de travail et l'investissement dans des produits et services qui ont un impact positif sur les femmes . Les investisseurs peuvent aussi cibler d'autres résultats, comme le soutien aux entreprises détenues par des femmes, la lutte contre les violences sexistes, l'amélioration de la santé des femmes et l'encouragement à la participation des femmes aux marchés des capitaux. Le GLI peut être mis en œuvre par le biais de divers mécanismes. Il s'agit notamment des Gender Bonds, des fonds de capital-investissement axés sur l'autonomisation des femmes dans les entreprises, des fonds d'investissement indexés sur le genre ou la diversité, des produits (comme les Women in Leadership Exchange Traded Notes), des fonds de capital-risque, des financements mixtes, des fonds négociés en bourse (ETF), des fonds communs de placement et des certificats à terme pour les femmes .

UNE TENDANCE À LA HAUSSE

Au cours de l'année 2020, nous avons vu se dessiner de nouveaux engagements et initiatives en matière d'investissement dans ce domaine. Les banques publiques de développement ont notamment formulé une « Déclaration sur l'ODD n° 5 » lors du Sommet Finance en commun. Les signataires se sont engagés à adopter « une approche intentionnelle de l'investissement dans la perspective du genre ». En juillet 2020, l'UN Women LATAM, en collaboration avec l'Organisation internationale du travail et l'Union européenne, a lancé l'« Initiative de financement innovant » et l'« Initiative d'investissement dans la perspective du genre ». Les objectifs de ces dernières étaient d'attirer des partenariats et des investissements du secteur privé afin de renforcer l'écosystème des investissements sensibles aux questions de genre. InvestEU, le nouveau programme d'investissement lancé au titre du cadre financier pluriannuel 2021-2027 et financé par le Plan de relance européen de 2020, a été conçu dans l'intention de mobiliser les investissements privés et publics en Europe pour une croissance plus durable, plus inclusive et plus innovante, en mettant l'accent sur les mesures visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes .

Le nombre de fonds consacrés aux questions de genre a également augmenté ces dernières années. En 2017, le projet Sage avait recensé 58 fonds gérés dans une optique d'égalité entre les sexes. De 2018 à 2019, ce chiffre est passé de 87 à 138 . Parallèlement, la part des actifs gérés sous mandat selon des principes de perspective de genre est également en hausse (de 2,4 milliards de dollars en 2018 à 3,4 milliards de dollars au 30 juin 2019). Nous avons également vu les émissions d'obligations sociales tripler en 2020 par rapport à l'année précédente . Cette augmentation est étroitement liée à la pandémie de COVID-19 et à la nécessité de trouver des financements en lien avec les risques sociaux. Sur ce segment, nous avons vu un certain nombre de Gender Bonds émis en 2020. Le Mexique et l'Indonésie ont émis des obligations de ce type respectivement en octobre et mars 2020. IDB Invest et Davivienda ont émis une obligation en lien avec le genre en août 2020. Le Women's Livelihood Bond 3 d'IIX a été lancé en décembre 2020. En juin 2020, l'Association internationale des marchés de capitaux a mis à jour ses principes relatifs aux obligations sociales afin d'inclure explicitement certaines populations, parmi lesquelles les « les femmes et/ou les minorités sexuelles et de genre » . L'approche GLI peut également être utilisée par les investisseurs pour saluer le travail des entreprises ayant une approche active de l'égalité des sexes. Des études mettant en évidence une corrélation entre la présence de femmes à des postes à responsabilités (WIL ou « Women in Leadership ») et le bénéfique économique des entreprises ont soutenu la croissance des fonds structurés selon les critères WIL . Ainsi, les fonds d'actions appliquant ce type d'approche ont totalisé 2,7 milliards d'USD d'actifs sous gestion au T4 2020 . Dernier exemple de croissance de GLI : le secteur FemTech, qui désigne les logiciels, produits et services utilisant des technologies conçues pour la santé des femmes, comme les soins pour la grossesse et l'allaitement, les soins menstruels ou le bien-être sexuel. Entre 2012 et 2019, ce secteur a vu ses investissements passer de 57 millions à 800 millions d'USD .

CONCLUSION

En dépit de cette croissance, l'investissement dans la perspective de genre reste un segment assez minoritaire du vaste espace d'investissement et de financement durable des ESG. Toutefois, la diversité observée au niveau des produits indique que les acteurs impliqués se diversifient également. Si l'investissement dans l'égalité entre les femmes et les hommes était autrefois la prérogative du secteur du développement, nous voyons de plus en plus d'acteurs privés tels que les banques commerciales, les gestionnaires d'actifs, les fondations et les fonds d'investissement alimenter la croissance du segment des GLI. Parallèlement, l'« écosystème » des GLI se développe, avec l'émergence d'un réseau d'investisseurs institutionnels, de professionnels et d'organisations qui soutiennent ce type de stratégie d'investissement. V.E a pu aider des organisations à aligner une partie de leurs stratégies sur les GLI. Nous avons travaillé en partenariat avec LeaderXchange, une organisation de recherche et de fourniture de données sur la durabilité, pour développer des produits qui favorisent la diversité de genre. Nous sommes également second party opinion pour les Gender Bonds. Les événements de 2020 ont mis en lumière l'importance fondamentale des questions sociales (notamment de la diversité) dans nos sociétés et sur les marchés des capitaux. Cette situation particulière étant toujours d'actualité en 2021, les gouvernements, les décisions des entreprises et des investisseurs resteront probablement très surveillées dans ce domaine. Ainsi, nous nous attendons à ce que les GLI restent l'une des tendances à suivre en 2021 et dans les années à venir.

AUTEURS

NADIA BOUJDADI, CONFIRMED ESG ANALYST - FINANCIAL CLUSTER, nadia.boujdadi@vigeo-eiris.com

MARIANNA FATTI, ESG ANALYST - FINANCIAL CLUSTER, marianna.fatti@vigeo-eiris.com

À PROPOS DE V.E

V.E est un leader mondial dans le domaine des évaluations, des données, de la recherche, des benchmarks et des analyses ESG. Grâce à notre vaste base de données exclusive, nous fournissons aux acteurs du marché les informations ESG dont ils ont besoin pour gérer les risques et mieux comprendre et traiter leur impact social et environnemental. Avec une équipe de près de 300 experts de 30 nationalités différentes, V.E est présent à Paris, Londres, Bruxelles, Casablanca, Hong Kong, Milan, New York, Rabat et Santiago. Depuis 2019, Vigeo Eiris est une filiale de Moody's Corporation.

For more information: vigeo-eiris.com

©2020 Vigeo SAS et/ou ses partenaires sous licences ou filiales (collectivement, « V.E »). Tous droits réservés.

V.E fournit à ses clients des données, des informations, des recherches, des analyses, des rapports, des scores basés sur des modèles quantitatifs, des évaluations et/ou d'autres opinions (collectivement, « les recherches ») relatifs aux caractéristiques et/ou aux performances environnementales, sociales et/ou de gouvernance (« ESG ») d'émetteurs individuels ou relatifs à des secteurs, des activités, des régions, des parties prenantes, des États ou des thèmes spécifiques.

LES RECHERCHES DE V.E. NE PORTENT PAS SUR LES FACTEURS ET/OU LES RISQUES NON LIÉS À L'ENVIRONNEMENT, NOTAMMENT MAIS PAS EXCLUSIVEMENT : LE RISQUE DE CRÉDIT, LE RISQUE DE LIQUIDITÉ, LE RISQUE DE VALEUR MARCHANDE OU LA VOLATILITÉ DES PRIX. LES RECHERCHES DE V.E. NE CONSTITUENT PAS DES DÉCLARATIONS DE FAITS ACTUELS OU HISTORIQUES. LES RECHERCHES DE V.E. : (i) NE CONSTITUENT PAS ET NE FOURNISSENT PAS DE COTES DE CRÉDIT, DE CONSEILS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT OU DE CONSEILS FINANCIERS ; (ii) NE FONT PAS ET NE FOURNISSENT PAS DE RECOMMANDATIONS D'ACHAT, DE VENTE OU DE DÉTENTION DE TITRES PARTICULIERS ; et (iii) NE FONT PAS DE COMMENTAIRES SUR L'ADAPTATION D'UN INVESTISSEMENT À UN INVESTISSEUR PARTICULIER. V.E PUBLIE SES RECHERCHES EN ESPÉRANT ET EN COMPRENANT QUE CHAQUE INVESTISSEUR FERA, AVEC LE SOIN NÉCESSAIRE, SA PROPRE ÉTUDE ET ÉVALUATION DE CHAQUE TITRE DONT L'ACHAT, LA DÉTENTION OU LA VENTE EST ENVISAGÉ. LES RECHERCHES DE V.E NE SONT PAS DESTINÉES À ÊTRE UTILISÉES PAR LES INVESTISSEURS DE DÉTAIL ET IL SERAIT IMPRUDENT ET INAPPROPRIÉ POUR CES DERNIERS D'UTILISER LA RECHERCHE DE V.E LORSQU'ILS PRENNENT UNE DÉCISION D'INVESTISSEMENT. EN CAS DE DOUTE, VOUS DEVEZ CONTACTER VOTRE CONSEILLER FINANCIER OU AUTRE CONSEILLER PROFESSIONNEL. LES RECHERCHES DE V.E. NE SONT PAS DESTINÉES À ÊTRE UTILISÉES PAR QUICONQUE COMME RÉFÉRENCE AU SENS OÙ CE TERME EST DÉFINI À DES FINS RÉGLEMENTAIRES ET NE DOIVENT PAS ÊTRE UTILISÉES D'UNE MANIÈRE QUI POURRAIT LES REPRÉSENTER COMME UNE RÉFÉRENCE. TOUTES LES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT SONT PROTÉGÉES PAR LA LOI, Y COMPRIS, MAIS SANS S'Y LIMITER, PAR LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR, ET AUCUNE DE CES INFORMATIONS NE PEUT ÊTRE COPIÉE OU REPRODUITE, RECONDITIONNÉE, TRANSMISE, TRANSFÉRÉE, DIFFUSÉE, REDISTRIBUÉE OU REVENDUE, OU STOCKÉE POUR UNE UTILISATION ULTÉRIEURE À DE TELLES FINS, EN TOUT OU EN PARTIE, SOUS QUELQUE FORME OU DE QUELQUE MANIÈRE QUE CE SOIT, PAR QUICONQUE SANS LE CONSENTEMENT ÉCRIT PRÉALABLE DE V.E. TOUTES LES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT SONT OBTENUES PAR V.E À PARTIR DE SOURCES QU'ELLE ESTIME EXACTES ET FIABLES. EN RAISON DE LA POSSIBILITÉ D'ERREURS HUMAINES OU MÉCANIQUES AINSI QUE D'AUTRES FACTEURS, TOUTES LES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT SONT TOUTEFOIS FOURNIES « TELLES QUELLES » SANS GARANTIE, EXPRESSE OU IMPLICITE, DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT, Y COMPRIS EN CE QUI CONCERNE L'EXACTITUDE, L'ACTUALITÉ, L'EXHAUSTIVITÉ, LA QUALITÉ MARCHANDE OU L'ADÉQUATION À UN USAGE PARTICULIER. V.E N'EST PAS UN AUDITEUR ET NE PEUT EN AUCUN CAS VÉRIFIER OU VALIDER DE MANIÈRE INDÉPENDANTE LES INFORMATIONS QU'IL REÇOIT.

Dans les limites de ce que la loi autorise, V.E et ses directeurs, responsables, employés, agents, représentants, concédants et fournisseurs (ensemble, « V.E ») déclinent toute responsabilité envers toute personne ou entité pour (a) les pertes ou dommages indirects, spéciaux, consécutifs ou accidentels, et (b) les pertes ou dommages directs ou compensatoires causés à toute personne ou entité, y compris mais sans s'y limiter, par toute négligence (mais à l'exclusion de la fraude, de la faute intentionnelle ou de tout autre type de responsabilité qui, pour éviter tout doute, ne peut être exclue par la loi) ; de la part de, ou de toute éventualité sous le contrôle ou hors du contrôle de V.E, découlant de ou en relation avec les informations contenues dans le présent document ou l'utilisation ou l'incapacité d'utiliser ces informations. Conditions supplémentaires Pour la RPC uniquement : Toute opinion de la seconde partie ou autre opinion émise par V.E : (1) ne constitue pas une évaluation des obligations vertes de la RPC telle que définie par les lois ou règlements de la RPC ; (2) ne peut être incluse dans une déclaration d'enregistrement, une circulaire d'offre, un prospectus ou tout autre document soumis aux autorités réglementaires de la RPC ou utilisée de toute autre manière pour satisfaire aux exigences réglementaires de la RPC en matière de divulgation ; et (3) ne peut être utilisée au sein de la RPC à des fins réglementaires ou à toute autre fin qui n'est pas autorisée par les lois ou règlements de la RPC. Aux fins de la présente clause de non-responsabilité, « RPC » désigne la partie continentale de la République populaire de Chine, à l'exclusion de Hong Kong, Macao et Taïwan.